



*Union SNUI-SUD Trésor Solidaires  
80/82 rue de Montreuil  
75 011 PARIS*

*Fédération générale des retraités fonction  
publique FGR-FP  
20 rue Vignon  
75009 PARIS*

*Paris, le 18 mars 2011*

### **Communiqué de presse**

## **Réforme fiscale et retraités : quels enjeux ?**

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires et la Fédération générale des retraités de la fonction publique livrent un dossier de presse intitulé « **Réforme fiscale et retraités : quels enjeux ?** ». Ce dossier pose une question : les retraités seront-ils les prochaines victimes des choix fiscaux du gouvernement ? A lire et entendre les déclarations sur les mesures fiscales envisagées, on peut légitimement le craindre.

Certaines mesures déjà votées pénaliseront un grand nombre de contribuables, dont les retraités. Il en va ainsi de la remise en cause de la demi-part dont bénéficient près de 4,5 millions de personnes et dont les conditions d'attribution ont été durcies. La moitié de ces bénéficiaires verront donc leur impôt sur le revenu prochainement augmenter, ce qui entraînera également un certain nombre d'effets pervers, par exemple sur les impôts locaux.

Des propositions sont par ailleurs régulièrement portées en matière d'impôt sur le revenu, avec la remise en cause de l'abattement de 10% applicable aux pensions, ou encore de contribution sociale généralisée (CSG), avec l'alignement du taux des retraités sur celui des actifs. Mais dans un contexte où la pension moyenne s'élève à 1 196 euros, de tels choix auraient des incidences néfastes importantes sur le revenu disponible des retraités.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires et la Fédération générale des retraités de la fonction publique ont ainsi calculé que, si ces mesures étaient toutes mises en oeuvre, un retraité percevant une pension de 1 500 euros par mois subirait une augmentation globale de sa charge fiscale de 1 250 euros !

Pour nos deux organisations, il est inacceptable que de telles mesures soient mises en oeuvre. Les nombreux travaux portant sur la fiscalité ont démontré qu'une véritable réforme fiscale devrait consister à rééquilibrer le système fiscal pour le rendre plus progressif. A contre-courant de cette impérieuse nécessité, les récentes annonces en matière de fiscalité du patrimoine montrent au contraire que l'on s'oriente vers un nouvel allègement de la fiscalité du patrimoine, notamment au travers de la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune au nom d'une convergence fiscale franco-allemande « à la carte » qui, en réalité, n'est qu'un alibi à la poursuite la contre-réforme fiscale.

L'heure reste plus que jamais à une réforme qui permettrait de rééquilibrer le système fiscal en réhabilitant le principe selon lequel la répartition de la contribution commune doit tenir compte des facultés des contribuables.